



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2020-08
Séance du 13 février 2020 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt, le treize février à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Billette, Caizergues, Carbonneill, Hervet, Joly, Perez, Petit, Serra, Weber
Mmes Albiges, Bérard, Castillo, Pervent, Vilaplana

Absents ayant donné procuration : Mme Bertin procuration à Mme Castillo, Mme Chibani procuration à Mme Bérard, Mme Fraisse procuration à M. Joly, M. Lenoir procuration à M. Caizergues, Mme Maury procuration à Mme Albiges, Mme Olivier procuration à M. Serra, M. Palau procuration à M. Perez, Mme Vella procuration à Mme Pervent

Absents excusés : /

Secrétaire de séance : M. José JOLY

Nombre de membres en exercice : 22

Présents : 14

Procurations : 08

Absents : 0

Votants : 22

Date de convocation et affichage

06 février 2020

Objet : Convention médecine préventive entre le centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault et la commune de Lavérune

Conformément à l'article 108-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la commune doit disposer d'un service de médecine préventive, soit en créant son propre service, soit en adhérant au service santé au travail interentreprises ou assimilés, à un service commun à plusieurs collectivités ou au service créé par le centre de gestion. Quel que soit le mode de gestion choisi, les dépenses résultant de l'application de l'article 108-02 précité sont à la charge de la collectivité.

Une convention d'adhésion au service prévention du pôle médecine préventive a été signée entre la commune et le centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CDG 34). Cette convention est arrivée à échéance au 31 décembre 2019.

C'est pourquoi il convient de renouveler notre adhésion à la nouvelle convention de mise à disposition du pôle médecine préventive du CDG 34. La présente convention est conclue pour une durée de trois ans et renouvelable ensuite par tacite reconduction pour des périodes successives de trois ans chacune.

Le conseil municipal entend l'exposé et après avoir délibéré :

- Décide à l'unanimité d'approuver la convention,
- Donne pouvoir à M. le maire pour signer toutes les pièces nécessaires à cette opération, notamment la convention précitée.

Ainsi fait et délibéré
Lavérune le 13 février 2020
Roger CAIZERGUES
maire

Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

nomenclature :7.1.1